



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quatorze le 3 juin, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 27 mai 2014, sous la présidence de Monsieur DENIS BALDÈS Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDÈS, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDÈRE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme FLORENTIN, M. VERDIER, M. ÉLIAS, Mme DUBOURG, Mme HOLGADO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, Mme HERMILLY, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. GABARD, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. LIMINIANA à Mme QUERAL, Mme BESNAULT à M. BODIN

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. MONMARCHON est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 25

Conseillers votants : 27

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0

20 – REALISATION D'UN DIAGNOSTIC D'ARCHEOLOGIE PREVENTIVE PAR L'INRAP A L'HOPITAL DE SIEGE DANS LA CITADELLE

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

La Mairie de Blaye a engagé depuis mars 2013 des travaux de restauration de la courtine sud-est de la Citadelle de Blaye. Ces travaux ont pour objectif de sécuriser, restaurer et mettre en valeur le site.

La 5^{ème} tranche (Tranche Conditionnelle n° 4) de ces travaux, qui devrait avoir lieu en 2016, concerne l'hôpital de siège, situé au cœur du bastion Saint-Romain.

Sous son apparente unicité, ce site est l'ouvrage le plus complexe de la Citadelle et donc le plus riche sur le plan historique (porte du XII^{ème} siècle, donjon-porte du XIV^{ème} siècle, barbacane du XV^{ème} siècle, bastion et glacis du XVII^{ème} siècle...). Ainsi, la réalisation d'un diagnostic archéologique préventif dans le sous-sol de l'hôpital de siège est un préalable nécessaire pour la réalisation du projet d'aménagement de la mairie.

L'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) a reçu mission de réaliser les opérations d'archéologie préventive prescrites par l'Etat. A ce titre, il sera l'opérateur de diagnostic à l'hôpital de siège.

Caractéristiques du diagnostic :

- Dates : du 16 au 20 juin 2014.
- Coût : gratuit.
- Description des travaux :

Le diagnostic sera réalisé dans le vestibule, dans le volume principal et dans le diverticule.

9 tranchées seront réalisées selon un axe nord-sud à l'intérieur du sous-sol de l'hôpital de siège.

Elles seront disposées en quinconce et réparties ainsi : 2 tranchées dans le vestibule, 5 tranchées dans le volume principal et une tranchée dans le diverticule. Elles seront positionnées de manière à investiguer le droit des parois extérieures jusqu'à dépasser la ligne médiane de chaque salle hormis dans le diverticule où la tranchée sera positionnée dans l'axe de la salle.

L'INRAP réalisera un « rebouchage sommaire » à l'issue de l'opération.

- Objectifs :

Vérifier la présence d'aménagements (caniveaux, sols...) associés aux constructions médiévales visibles en élévation. Le cas échéant, le diagnostic s'attardera à déterminer la profondeur d'enfouissement, la puissance stratigraphique, la chronologie, ainsi que l'état de conservation des vestiges enfouis.

- Suite à ce diagnostic, l'INRAP fournira le rapport du diagnostic au préfet de région au plus tard le 22 septembre 2014. Il appartiendra ensuite au préfet de région de déterminer les suites à donner à ce diagnostic.

Ainsi, cette présente délibération a pour objectif de définir les conditions de ce partenariat entre la mairie et l'INRAP, via :

- La convention avec un aménageur relative à la réalisation du diagnostic d'archéologie préventive,
- La convention d'autorisation de tournage d'une œuvre audiovisuelle sur le chantier d'une opération d'archéologie préventive réalisée par l'INRAP.

Il est donc proposé au conseil municipal d'autoriser M. le Maire à signer ces deux conventions, ainsi que tout autre document relatif à cette opération.

La commission n°3 (Politique De La Ville - Urbanisme Et Patrimoine) s'est réunie le 22 mai 2014 et a émis un avis favorable .

Fait et adopte à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 11/06/14
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20140603-14661-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur FRANCIS RIMARK

